



L'élevage face aux épizooties

un enjeu de santé globale et de robustesse du modèle agricole



GROUPE ÉCOLOGISTE
DU SÉNAT SOLIDARITÉ
& TERRITOIRES

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Remerciements	2
Édito	3
État des lieux	7



2.

CONSTRUIRE LA ROBUSTESSE SYMBIOTIQUE DES TROUPEAUX	11
---	----



4.

REPENSER LA RELATION HUMAIN- ANIMAL	17
---	----



1.

ANTICIPER LES CRISES	9
-------------------------	---



3.

RESTAURER LA CONFIANCE ENTRE ACTEURS	14
--	----



5.

NOS RECOMMANDATIONS	20
------------------------	----



Remerciements

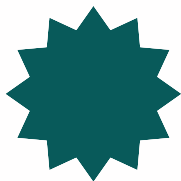
Aux intervenant•es du colloque santé animale et santé globale du 20 février 2026,

pour leur présence et la qualité de leurs prises de parole : **Eugénie Duval et Anatole Poinso**t, juristes au sein de l'ONG The European Institut for Animal Law & Policy - Animal Law, **Xavier Bailly**, directeur d'unité d'épidémiologie des maladies animales et zoonotiques à l'INRAE, **Stéphane Galais**, éleveur et porte-parole de la confédération paysanne, **Dorian Nicolle**, chercheur à l'INRAE, **Eric Meens**, vétérinaire, **Jocelyne Porcher**, zootechnicienne et sociologue, **Sébastien Mouret**, sociologue, **François Charrier**, chercheur à l'INRAE , **Eric Cardinale**, Directeur santé animale et bien-être animal à l'ANSES, **Sophie Guillon**, paysanne et éleveuse.

À

Pauline Ezanno, cheffe du département santé animale à l'INARE, pour l'introduction et **Benoit Biteau**, paysan, agronome et député écologiste de Charente-Maritime, pour la conclusion.

Aux équipes parlementaires de Daniel Salmon et Guillaume Gontard pour l'organisation du colloque et la construction de ce livret.



EDITO



En tant qu'élu.es de terrain très engagés sur les questions de transition agroécologique, nous suivons de près les crises sanitaires successives qui touchent de façon croissante les élevages français depuis de nombreuses années, en particulier les épizooties.

Celles-ci ne sont plus des crises isolées, elles se succèdent, se répètent et s'intensifient : dermatose nodulaire contagieuse (DNC), fièvre catarrhale ovine (FCO), maladie hémorragique épizootique, peste porcine africaine, influenza aviaire, tuberculose bovine...

Ces épizooties ont des conséquences graves sur les filières d'élevage et soulèvent des enjeux sanitaires, économiques et sociaux majeurs.

Face à la dermatose nodulaire contagieuse, l'État a par exemple imposé depuis juin 2025 l'abattage total et systématique des troupeaux lorsqu'un cas est détecté dans un élevage. Plus de 3000 bovins ont ainsi été abattus. Une décision imposée, souvent mal comprise, prise sans recul scientifique suffisant et sans réelle concertation avec les éleveurs et éleveuses.

De même, la doctrine vaccinale interroge sur des questions à la fois sur le périmètre, sur la disponibilité et la souveraineté des vaccins.



Ces gestions de crise soulignent la nécessité d'un protocole global et d'une coordination nationale intégrant pleinement les agriculteurs et les agricultrices et prenant en compte les limites de notre modèle agricole actuel : développement de l'élevage intensif, effets du changement climatique, mondialisation des échanges.

Il apparaît indispensable d'adapter notre système pour mieux gérer ces maladies, mais surtout pour mieux les prévenir, notamment en tenant compte de nos écosystèmes et en privilégiant des modèles plus résilients. Les abattages totaux ne peuvent constituer une réponse unique et systématique. Nous devons co-construire avec l'ensemble de la profession agricole et au plus près des territoires, une **stratégie sanitaire renouvelée.**

Afin d'échanger sur ces perspectives, nous avons organisé un colloque au Palais du Luxembourg le 20 février 2026 sur le thème « L'élevage face aux épizooties : un enjeu de santé animale et de santé globale ».

Si plusieurs travaux parlementaires sur le sujet ont été menés fin 2025, nous souhaitons prendre de la hauteur et aborder la question plus large de la **résilience de notre système sanitaire et agricole face à la hausse des épizooties,** et nous interroger sur les politiques publiques à mettre en œuvre pour renforcer la robustesse de nos filières.

Une analyse de ces crises dans leur dimension économique et épidémiologique bien sûr, mais aussi sociale et culturelle.

Comment mieux anticiper ces crises ? Quel protocole alternatif pouvons-nous envisager ? Quel cadre juridique devons-nous faire évoluer ? Comment restaurer la confiance entre les acteurs ? Comment humaniser l'élevage et la relation aux animaux ?

Chercheurs, chercheuses, scientifiques, éleveurs et éleveuses, ingénieur•es agronomes, vétérinaires...

De nombreux•ses expert.es étaient présent•es pour apporter leur expertise, leur analyse et leur éclairage.

Des apports précieux pour nourrir la réflexion, et qui ont également permis d'identifier de nombreux leviers d'action pour répondre aux questions soulevées et mieux anticiper ces crises sanitaires, appelées à se reproduire dans les années à venir. Ce livret se veut être une synthèse de ces travaux.

Très bonne lecture.

*Guillaume Gontard
Daniel Salmon
Fabienne Grébert*



État des lieux

élevage et épizooties en France



L'épizootie est l'équivalent d'une épidémie chez l'être humain.

La plupart des épizooties sont des maladies très contagieuses qui se transmettent directement d'un animal à un autre ou via un vecteur (généralement un insecte qui se nourrit de sang).

Elles se caractérisent par une propagation rapide, ce qui explique leur caractère épizootique. Cette propagation peut intervenir à l'occasion de mouvements d'animaux ou de leurs produits, de flux migratoires d'oiseaux sauvages, de déplacements de personnes, etc...

Selon l'Organisation mondiale de la Santé animale (OMSA), 75% des maladies humaines émergentes sont associées aux animaux ou ont une origine animale.



« On n'a jamais vu autant de souffrance chez les éleveurs, les éleveuses. Tout ce qui a été mis en œuvre pour gérer la DNC, pour nous, c'est tout ce qu'il ne faut pas faire. C'est un héritage de défiance faite à la démocratie et à la gestion de l'agriculture. On a un problème de gouvernance de l'agriculture. »

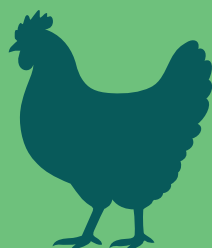
Stéphane Gallais,
porte parole de la
Confédération Paysanne

Agreste. (2025). Graph'Agri 2025. Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

En 2020

**145 000
exploitations
sont consacrées
à l'élevage**

**soit 37 % de
l'ensemble des
exploitations
françaises.**



**134,9 millions de
volailles sont
destinées à la
production de viande**

**La France est
le 1er producteur
agricole européen**

16 % de la production
en valeur de l'UE à 27.



**11,7 millions
de porcs**

**16,5 millions
de bovins**

1er cheptel bovin de
l'Union européenne.

**6,6
millions
d'ovins**

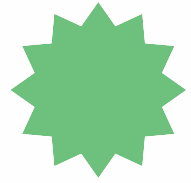
**1,3
million de
caprins**

**49,2 millions
de poules
pondeuses**

Ministère de l'Agriculture et de
la Souveraineté alimentaire.
(25 février 2026) Infographie :
L'élevage français.

Partie 1

ANTIQUER LES CRISES PLUTÔT QUE SUBIR :



En 2025, la diffusion très rapide de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) principalement par le biais d'insectes vecteurs, a conduit à l'application d'un protocole sanitaire strict visant à pérenniser le système de production européen et les revenus des agriculteurs. Construits sur la base des prescriptions de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA), les protocoles contribuent à harmoniser la surveillance, la prévention et à garantir la transparence dans les échanges commerciaux au plan mondial. Catégorisée A par l'Union européenne, la DNC, du fait de sa gravité pour les animaux infectés et sa diffusion rapide, doit être éradiquée immédiatement, sans quoi la France perd son statut indemne et se voit privée de toutes possibilités d'échanges commerciaux, en particulier pour les animaux vivants.



On ne peut pas garder cette maladie-là, dans un contexte de production et donc de revenu pour les éleveurs.

Pauline Ezzano

cheffe du département Santé animale à L'INRAE

La plateforme nationale d'épidémiologie-surveillance en santé animale (ESA), co-pilotée par la Direction Générale de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGAL), l'Anses et INRAE, réunit 11 partenaires régaliens, académiques, mais aussi des partenaires de terrain qui travaillent dans une approche de consensus pour surveiller, accompagner cette surveillance et définir des signaux d'alerte. Une surveillance participative citoyenne est également déployée, participant à la reconnexion entre science et société.



Mais ces démarches ne sont pas suffisantes et la construction des protocoles de biosécurité et de gestion de crises ne satisfait pas l'ensemble des acteur•ices.



Plusieurs **éleveurs et éleveuses membres de la Confédération paysanne regrettent par exemple un dialogue bipartite entre le Ministère de l'agriculture et le syndicat majoritaire plutôt qu'une association de l'ensemble des sensibilités syndicales pour l'élaboration des protocoles sanitaires.**

La Confédération paysanne appelle également à plus d'humilité et moins de condescendance de la part des services de l'Etat vis-à-vis des éleveurs et éleveuses, qui sont, avec leurs animaux, les premiers touchés par ces crises.

En matière de biosécurité, il s'agit également d'**associer davantage les éleveurs et éleveuses à l'élaboration des protocoles sanitaires, afin que les caractéristiques de l'ensemble des élevages soient prises en compte.** Notamment, une attention particulière doit être portée aux élevages plein air, lesquels nécessitent des mesures adaptées à leurs spécificités. Au lieu de mesurer un écart entre la réglementation et son application, la Confédération Paysanne propose par exemple de mesurer l'écart entre un niveau d'exposition et un niveau de maîtrise du risque. Cette approche permettrait de prendre en considération l'origine de l'introduction des maladies, les conditions de leur persistance, l'immunité des troupeaux, et les modalités de transmission.

Un investissement massif dans la recherche pour produire des connaissances :

L'arrivée de nouvelles maladies nécessite une **anticipation forte**, en particulier en termes de phylodynamie pour tracer l'origine d'une souche en regardant son génotype, sa provenance géographique et les gènes qui la constituent. **Il s'agit également d'investir dans le développement de nouveaux outils de diagnostic** pour détecter le plus rapidement possible l'évolution des maladies et distinguer les symptômes liés à la maladie et ceux liés à une éventuelle vaccination.

Des recherches sont également nécessaires en matière de lutte vectorielle. Les modalités actuelles d'élimination des vecteurs reposent sur des insecticides et contribuent à la perte de la biodiversité. Elles doivent être mesurées, au regard de leur efficacité et de leur résistance.

Il faut voir qu'aujourd'hui, moins on a de biodiversité, plus le risque d'émergence est important.

Eric Cardinale
directeur scientifique de l'ANSES

Un investissement dans les vaccins et dans les tests permettant de distinguer les animaux sains, des animaux infectés et veiller ainsi à des protocoles sanitaires moins brutaux, privilégiant l'abattage sélectif si nécessaire. Tous ces éléments de recherche contribuent à mieux anticiper les possibles contaminations via la faune sauvage pour engager au besoin, des campagnes de vaccination sur certains animaux. **Le partage de ces connaissances doit se faire au plan mondial et pourrait permettre de faire évoluer les normes et protocoles sanitaires au regard des situations géographiques, saisonnières, aux structures d'élevage et au modèle économique.**

Partie 2

Construire la robustesse des troupeaux

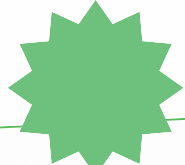
La spécialisation des fermes d'élevage, leur agrandissement, la spécialisation des régions agricoles, la recherche de la productivité croissante des systèmes d'élevage s'est imposée dans l'élevage français. L'émergence d'épizooties est venue percuter régulièrement ces systèmes d'élevage intensifs, pour lesquels des protocoles de biosécurité ont été imposés.

En plus de ces épizooties principalement pensées dans le récit commun comme des événements exceptionnels, c'est à dire des crises sanitaires brutales, très médiatisées et envisagées comme provenant de l'extérieur, où les vecteurs apparaissent comme souvent seule cause principale, voire même bouc émissaire, d'autres maladies ordinaires se développent et échappent au cadre de dispositifs rigoureux de surveillance et de biosécurité. **C'est le cas de la dermatite digitée ou boiterie de Mortellaro.**

Cette maladie est devenue maintenant une endémie sur un certain nombre de territoires. Il ne s'agit donc plus de l'éradiquer mais de mettre en place des mesures de soins des animaux pour en minimiser l'impact. La boiterie conduit en effet à des pertes de productivité, à des douleurs pour l'animal et à des réformes plus précoces.

*Dorian Nicolle,
Vers un nouveau modèle des flux microbiens :
approche socio-écologique des relations entre
éleveurs et microbes en système d'élevage laitier,
thèse de doctorat, INRAE – Université Clermont
Auvergne, 2024.*

Des recherches ont montré que certains éleveurs et éleveuses parvenaient à limiter l'occurrence de cette boiterie dans le cadre de pratiques d'élevage à petite échelle, fondées sur la réparation du lien microbe-animal.





Thèse
2021 – 2024



Doctorant
Dorian NICOLLE

Encadrants
Céline DELBES
(UMRF, Département MICA)
celine.delbes@inrae.fr
Sébastien MOURET
(INNOVATION, Département ACT)
sebastien.mouret@inrae.fr

Financement
100% INRAE

**Vers un nouveau modèle de
approche socio-écologique
éleveurs et microbes en s
laitier**

La transition vers des pratiques agroécologiques se renforce pour le renforcement de la durabilité des systèmes d'élevage et de l'environnement. Ces pratiques influencent une gestion des microbiotes environnementaux interconnectés depuis...

La thèse visera à caractériser les relations des éleveurs et des écosystèmes microbiens à l'échelle de systèmes d'élevage de production de fromage au lait cru, notamment en lien avec les pratiques de production mis en œuvre dans les trans...

Le doctorant intégrera un consortium multidisciplinaire dans le cadre du projet TANDEM (financé par le métaprogramme biotechniques et sciences sociales à des partenariats de domaine).

Le doctorant mettra en œuvre des approches des sciences des données de sciences biotechniques (microbiologie) seront acquises par les équipes partenaires du pro...

Cette analyse pluridisciplinaire permettra de relier les éléments des systèmes d'élevage étudiés et des pratiques des éleveurs envers les microbes tout au long du devenir des écosystèmes microbiens du sol au...

La persistance de cas de tuberculose bovine dans certains territoires pose d'autres difficultés avec des éleveurs et éleveuses, régulièrement contrôlés et vivant avec le stress d'un possible abattage total.

Pour toutes ces maladies, l'amplification des échanges d'animaux entre élevages et à l'international, un confinement plus important des vaches en stabulation, corrélé à un régime alimentaire visant à accroître la production sont **identifiés comme des facteurs centraux de bouleversement des écosystèmes qui induisent l'émergence, la diffusion, voire la normalisation de ces maladies.**

Toutes ces transformations ont profondément perturbé la vie animale, qui avec les bouleversements climatiques ont créé un terreau favorable au développement des épizooties et à l'installation durable d'endémies. Mieux répartir géographiquement les élevages et limiter la densification est un préalable indispensable :

Revoir l'alimentation des animaux dans une perspective de développement de l'immunité plutôt que de la seule productivité est un autre défi majeur, pour passer de la performance à la robustesse des élevages. Plusieurs pistes sont d'ores et déjà explorées, le rôle des oligo-éléments, la place de l'ensilage dans les rations, etc. **La proximité entre l'éleveur et l'animal est également fondamentale** pour la détection des problèmes sanitaires, ce qui implique de questionner la taille des troupeaux.



Les crises sanitaires ne doivent pas remettre en question l'élevage, mais le modèle de production animale industrielle qui est le vecteur de l'émergence de ces maladies et favorise leur diffusion.



Stéphane Galais,
éleveur et porte-parole de la Confédération Paysanne



Ainsi, selon Dorian Nicolle, les fermes qui privilégient une rupture nette avec les formes d'intensification de l'élevage, **une attention accrue aux animaux, celles qui invitent à redonner une place au travail des éleveurs et de leurs animaux comme savoir sanitaire, parviennent à contrôler la boiterie de Mortellaro..**

D'autres leviers d'actions ont été mis en avant pour construire cette indispensable robustesse :



C'est une vision globale de la santé « One Health » (« une seule santé ») promue par l'Organisation mondiale de la santé, qui doit être envisagée pour une vision plus large de la production animale. Elle repose sur l'idée que la santé humaine, animale, végétale et celle des écosystèmes sont étroitement liées et exige une collaboration étroite entre la recherche, les services publics, les vétérinaires et la société civile pour élaborer des solutions globales face aux risques épidémiques et climatiques.

Cette approche permet ainsi de repenser les pratiques de soins, décroïsonne les disciplines, incite à ne plus appréhender les crises sanitaires isolément et tente de mieux comprendre les déterminants environnementaux et les interdépendances entre les différents domaines du vivant.

La science joue également un rôle essentiel pour appuyer la décision publique sur ces questions de résilience et de robustesse des élevages :

Produire des données fiables, mieux comprendre la dynamique de circulation des agents pathogènes, développer des outils de contrôle et savoir comment on peut les déployer.

Enfin, l'intense sélection génétique pratiquée dans les élevages depuis plusieurs décennies a été basée presque exclusivement sur la performance productive et a débouché sur une homogénéisation de la génétique. **Il convient plutôt d'intégrer des caractères de résistance aux maladies dans la sélection génétique** et privilégier la diversité et la rusticité des races qui génèrent une résilience plus forte face aux endémies. Parallèlement, réduire la densité animale par bâtiment et par zone géographique permet de limiter la propagation virale et d'améliorer l'immunité naturelle des animaux en diminuant leur stress.

Partie 3:

Restaurer la confiance entre acteurs



Les crises sanitaires animales qui se succèdent depuis plusieurs années (influenza aviaire, fièvre catarrhale ovine, maladie hémorragique épizootique, peste porcine africaine...) ont profondément fragilisé les relations entre les éleveurs et éleveuses, les services de l'État et les services vétérinaires. La gestion de crise est un sujet éminemment politique.

Si ces crises révèlent la vulnérabilité croissante de nos systèmes d'élevage intensifs et mondialisés, elles mettent également en lumière une crise de confiance démocratique.

Le constat est clair : l'efficacité des politiques sanitaires dépend autant de leur légitimité sociale que de leur pertinence scientifique.

La gestion des épizooties ne peut plus reposer uniquement sur une logique verticale de contrôle et d'injonction administrative imposée par l'État.

Elle doit évoluer vers une gouvernance coopérative, territorialisée et transparente, fondée sur la reconnaissance des savoirs de terrain, la participation des acteurs et en premier lieu des éleveuses et des éleveurs, et le partage des responsabilités.

Reconstruire la confiance suppose d'abord de reconnaître les causes profondes de sa dégradation. Beaucoup d'éleveurs et d'éleveuses expriment aujourd'hui un sentiment d'isolement face à des décisions prises à distance des réalités du terrain. Les mesures d'abattage préventif, le manque d'anticipation de ces crises, l'évolution rapide des doctrines sanitaires ou encore le manque de lisibilité des indemnisations nourrissent un sentiment d'injustice et d'impuissance légitime.

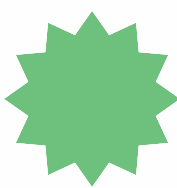
Dans le même temps, les services vétérinaires et les vétérinaires ruraux sont confrontés à des moyens humains insuffisants et à une dégradation du maillage vétérinaire rural. **Dans ce contexte, la première priorité doit être de rétablir des espaces permanents de dialogue et de co-construction des politiques sanitaires animales et globales.**

La création de cellules territoriales, réunissant éleveurs et éleveuses (y compris celles et ceux ayant des petits élevages extensifs de plein air), vétérinaires, groupements sanitaires, représentants de l'État, scientifiques, collectivités et filières, permettrait de sortir d'une gestion uniquement réactive des crises et de les anticiper.

Cette reconstruction passe aussi par une réhumanisation des relations entre les acteurs sanitaires.



Cette empreinte scientifique ou plutôt scientifique des vétérinaires, et notamment de leur ordre, pèse toujours sur le rapport aux animaux de ferme et aux éleveurs. Les éleveurs réticents au protocole d'abattage sont supposés être des ignorants et des réfractaires à la science. Or, il n'en est rien. La majorité de ces éleveurs est au contraire très intéressée par la recherche et attend des réponses à ces questions de la part des chercheurs.



Jocelyne Porcher

Sociologue et zootechnicienne de l'élevage
- directrice de recherche à l'INRAE



Le recul du maillage vétérinaire rural constitue une fragilité majeure pour la prévention comme pour la gestion des crises. Il est indispensable de mettre en œuvre un véritable plan national de soutien à la médecine vétérinaire rurale : aides à l'installation, financement de permanences sanitaires, formes de salariat mixte public-privé dans les territoires fragiles, simplification administrative des missions sanitaires. La présence régulière d'interlocuteurs connus et identifiés favorise la confiance bien davantage qu'une intervention ponctuelle uniquement associée au contrôle.

Au-delà des dispositifs techniques, **la gestion des épizooties doit également intégrer pleinement la dimension humaine et psychologique des crises sanitaires pour les éleveurs et les éleveuses.** Les épisodes d'abattage massif provoquent chez de nombreux éleveurs des traumatismes profonds, parfois comparables à ceux observés dans des deuils. La mise en place systématique d'un accompagnement psychologique, de cellules d'écoute et de dispositifs de soutien post-crise doit devenir une composante à part entière des politiques sanitaires.



Par ailleurs, **la confiance ne pourra pas être restaurée durablement sans une évolution des doctrines sanitaires elles-mêmes.** Avant tout, nous devons réduire le recours systématique aux abattages préventifs massifs et valoriser les alternatives (vaccination, surveillance renforcée, confinement ciblé...).

Les mesures de biosécurité doivent également être adaptées à la diversité des systèmes d'élevage. Une approche uniforme appliquée indistinctement à des élevages industriels intensifs et à des systèmes extensifs de plein air alimente largement l'incompréhension et le sentiment d'iniquité.

La prévention ne doit plus être pensée uniquement comme un ensemble de contraintes réglementaires descendantes, mais comme un investissement collectif dans la durabilité des élevages et des territoires agricoles.

Dans cette perspective, **les éleveurs et les éleveuses doivent être reconnus par l'État comme de véritables partenaires de la surveillance sanitaire,** elles et eux qui sont chaque jour au contact de leurs animaux. Le développement d'outils de surveillance participative, le partage transparent des données sanitaires et la valorisation des signalements précoces peuvent contribuer à transformer la relation entre administration et terrain.

Enfin, reconstruire la confiance suppose de restaurer la légitimité démocratique de l'expertise scientifique.

Les avis d'expertise doivent être rendus accessibles, débattus et explicités. Les incertitudes doivent être assumées publiquement.

La capacité des institutions à reconnaître leurs limites, à évaluer leurs décisions et à tirer collectivement les enseignements des crises est essentielle pour restaurer la confiance.

Partie 4:

Repenser la relation humain-animal

La santé animale, la santé humaine et la santé environnementale sont interdépendantes.

À ce titre, les éleveurs et les éleveuses ne peuvent plus être considéré·es uniquement comme des gestionnaires d'exploitation et des producteurs de valeur marchande. **Ils et elles doivent être reconnu·es comme des acteurs et actrices essentiel·les du vivant**, confronté·es à des responsabilités sanitaires, économiques et émotionnelles considérables. La multiplication des maladies, épizooties, zoonoses, fait peser le spectre d'un effondrement de la production et la commercialisation de marchandises animales concurrentielles dans les marchés agricoles.



C'est le cynisme et l'hypocrisie qui caractérisent la décision d'interdire la commercialisation d'œufs au motif de salmonellose et de ne pas prendre en charge, de ne pas indemniser. Si on ne vend plus d'œufs, il n'y a plus d'intérêt pour élever les poules et que si on décide de ne plus vendre d'œufs, il faut accompagner l'éleveur qui doit supprimer son troupeau de poules



Benoît Biteau
Député de Charente Maritime

Cette inquiétude a donné lieu à des protocoles de biosécurité centrés sur la notion de crise. **L'absence de solutions face à la prolifération de maladies a donné lieu à une multiplication des abattages sanitaires pour tenter de les endiguer.**

Ces abattages ne relèvent plus d'une exception, mais tendent à devenir une norme, à l'instar de la gestion de la grippe aviaire.

Humaniser l'élevage implique de reconnaître pleinement les liens affectifs profonds que les éleveurs et les éleveuses entretiennent avec leurs animaux.



Reconnaitre l'impact psychologique des crises sanitaires sur les éleveurs et les éleveuses.

Lors du colloque, plusieurs intervenant•es ont insisté sur cette dimension encore sous-estimée. **La relation entre les éleveurs et éleveuses et leurs animaux dépasse largement la seule logique économique.** Les animaux représentent un patrimoine vivant, un investissement affectif et souvent une histoire familiale et un travail continu de plusieurs générations. Les éleveurs et les éleveuses connaissent individuellement leurs bêtes, surveillent leur comportement quotidien et tissent souvent des liens étroits avec elles.

Lorsque survient une crise sanitaire et que l'euthanasie ou l'abattage du troupeau est imposé par les services de l'Etat, cette perte peut provoquer un véritable traumatisme psychologique (qui peut être comparable à un deuil) ce qui est aujourd'hui très peu pris en compte dans l'accompagnement.

Les politiques sanitaires privilégient encore trop souvent une approche strictement technique des épizooties, laissant de côté le rôle des éleveurs et éleveuses sur la préservation de la santé de leurs troupeaux et l'impact de ces crises sur leur santé et leur activité.

Humaniser l'élevage suppose de reconnaître la souffrance des éleveurs et des éleveuses lors des crises sanitaires. Cela implique un accompagnement psychologique adapté, une meilleure concertation avant les décisions d'abattage, le soutien et l'accompagnement de pratiques d'abattage plus respectueuses, ainsi qu'une reconnaissance institutionnelle du choc émotionnel vécu.

Éric Meens, vétérinaire présent au colloque, a également rappelé lors des échanges que les opérations d'abattage sanitaire étaient également éprouvantes pour les vétérinaires, qui se retrouvent seul•es confronté•es à la détresse des familles.

Par ailleurs, les politiques de modernisation de l'agriculture ont induit **un phénomène de concentration- raréfaction des abattoirs dans les territoires depuis plusieurs décennies et à une augmentation des cadences.** Le corollaire est une dégradation des conditions de prise en charge des animaux malgré les normes de bien-être animal, une dégradation des conditions de travail et une mise à l'écart des éleveur.euses qui se voient confisquer les modalités d'abattage de leurs animaux.

Face à des formes de maltraitance envers les animaux , **des éleveur.euses ont décidé de réaliser eux-mêmes leur abattage**, dans des conditions qu'ils jugent respectueuses, sans stress, et en évitant autant que possible ce que certain-es appellent "gaspiller la vie" (comprendre éviter que les animaux finissent en déchets impropres à la consommation humaine).

Les abattoirs mobiles paysans permettent notamment de prendre soin de l'abattage et d'éviter de longs déplacements stressants pour le dernier voyage des animaux.

Ces pratiques d'abattage font partie des liens affectifs et moraux entre éleveurs et animaux, des liens qui participent du plaisir au travail, donc de la construction de soi pour chaque espèce partenaire, que la modernité considère malheureusement, et au détriment de la santé des éleveurs et des animaux, comme un travail improductif

Sébastien Mouret

sociologue et chargé de recherche à l'INRAE

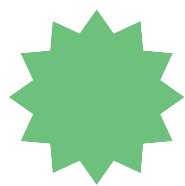
La gestion des épizooties ne peut être réduite à des protocoles administratifs.

Reconnaître le travail des éleveurs et des éleveuses signifie aussi valoriser leur rôle dans la surveillance sanitaire et la prévention des maladies. En effet, ces dernier•es sont les premiers observateurs de la santé animale. Leur connaissance fine des comportements, des habitudes alimentaires ou des signes précoces de maladie constitue un outil précieux pour détecter rapidement les épizooties. Une politique de santé globale efficace nécessite donc d'associer davantage les savoirs de terrain aux décisions scientifiques et administratives, plutôt que d'imposer uniquement des réponses descendantes.

Enfin et surtout, humaniser l'élevage passe nécessairement par la reconnaissance économique et sociale du métier d'éleveur et d'éleveuse, notamment en leur assurant un revenu stable et suffisant.

Une politique sanitaire véritablement durable doit protéger les troupeaux tout en respectant celles et ceux qui les élèvent.





NOS RECOMMANDATIONS

Parce que la protection des paysan.nes, des citoyen.nes, de l'environnement et des animaux ne doit pas passer après les intérêts économiques, nos discussions ont démontré la nécessité de co-construire, avec l'ensemble de la profession agricole et au plus près des territoires, une stratégie sanitaire renouvelée.

Pour cela, il faut d'abord renforcer l'immunité des troupeaux, en alliant des pratiques favorables à son acquisition. Cela passe nécessairement par un changement de modèle agricole, et par la transition agroécologique des exploitations et des territoires. Il convient également d'adapter les protocoles sanitaires aux élevages et aux territoires sur lesquels ils sont implantés, en intégrant pleinement les éleveurs aux discussions et aux arbitrages au sein d'instances sanitaires réellement démocratiques.

1 SE DOTER DE DISPOSITIFS D'ÉVALUATION, D'ANTICIPATION, DE SURVEILLANCE ET DE COORDINATION TERRITORIALISÉE DES CRISES SANITAIRES :

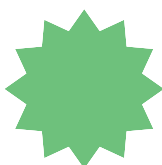
Il convient de mieux articuler les connaissances scientifiques avec les pratiques de terrain en amont des crises. Les vétérinaires et les éleveurs sont les principaux observateurs des facteurs immunitaires des animaux. Mobiliser la science participative et citoyenne est un facteur pour renforcer la prévention des maladies animales. L'épidémiosurveillance nationale et européenne doit également être utilisée pour anticiper les souches circulantes. La détection précoce du "cas index" doit s'appuyer sur de nouveaux outils (comme l'intelligence artificielle, le séquençage génomique et des tests rapides) utilisables directement sur le terrain par les vétérinaires.

Chaque crise est différente et riche d'enseignement: nous devons évaluer les impacts des crises passées et l'efficacité des protocoles précédemment mis en place pour en tirer des leçons pour l'avenir. La mise en place de ces dispositifs devrait reposer sur une organisation administrative consacrée à la prévention et à la gestion des crises sanitaires en élevage.

Les éleveurs et éleveuses sont aujourd'hui peu associés aux décisions de police sanitaire, qui sont adoptées au niveau local par le préfet de département. Il apparaît indispensable de mieux les intégrer aux processus de décisions, afin de renforcer le lien de confiance et la coopération avec les autorités sanitaires, éléments essentiels à l'efficacité des politiques de lutte contre les maladies animales.

**INTÉGRER L'ENSEMBLE
DES ACTEURS DES
FILIÈRES AUX PLANS DE
GESTION DES
ÉPIZOOTIES DANS LES
INSTANCES SANITAIRES :**
à commencer par les éleveurs

2



3

**REVOIR LA GOUVERNANCE
DU PARLEMENT SANITAIRE
ET SON FONCTIONNEMENT
DÉMOCRATIQUE :**

Améliorer le fonctionnement démocratique des instances sanitaires est indispensable pour élaborer des protocoles concertés et acceptés avec l'ensemble des acteurs engagés.

La composition du Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale (Cnopsav) et de ses déclinaisons régionales doivent être représentatives de l'ensemble des syndicats agricoles.

Il est indispensable de garantir une juste représentativité du parlement de l'élevage (CNOPSAV) et de ses déclinaisons régionales pour renforcer la confiance des acteurs de terrain et améliorer en continu les protocoles et les adapter aux spécificités des exploitations et aux réalités du terrain et des territoires, dans le respect de l'intérêt général. Les modalités de vote et de délibération doivent aussi permettre la participation de toutes et tous, pour renforcer la confiance des acteurs de terrain et améliorer en continu les protocoles, dans l'intérêt général.

Cela repose sur des mesures physiques et organisationnelles strictes, telles que la création de zones "propres" et "sales" (sas sanitaires), le contrôle des vecteurs (sécurisation des bâtiments contre les insectes et la faune sauvage) et la désinfection systématique des camions de transport.

**APPLIQUER UNE
BIOSECURITE
RIGOREUSE**

4

Une attention particulièrement rigoureuse doit également être portée sur les protocoles d'évacuation des carcasses des animaux morts, qui doivent être impérativement protégés lors du transport.

5 ADOPTER DES STRATÉGIES DE VACCINATION INNOVANTES (DIVA)

La vaccination doit être privilégiée pour protéger les animaux et limiter l'impact économique. L'objectif est d'utiliser des vaccins permettant de distinguer les animaux vaccinés des animaux infectés (stratégie DIVA) afin de préserver le statut sanitaire "indemne" indispensable aux échanges commerciaux.

Il est recommandé d'intégrer des caractères de résistance aux maladies dans la sélection génétique plutôt que de viser uniquement la productivité. Veiller également à garantir la pérennité des races rustiques et diversifier les races pour renforcer la robustesse de tous les troupeaux.

RENFORCER LA ROBUSTESSE GÉNÉTIQUE :

6

7 REVOIR LES CLASSIFICATIONS DES MALADIES AU NIVEAU EUROPÉEN:

En amont et avant que les crises sanitaires ne se déclenchent, il est essentiel de négocier en amont à l'échelle européenne pour pouvoir permettre la commercialisation des produits d'élevage en dehors de l'obtention du statut indemne.

REVOIR LE MODÈLE D'ÉLEVAGE INTENSIF ET FAVORISER L'ÉLEVAGE PLEIN AIR :

8

Réduire la densité animale par bâtiment et par zone géographique permet de limiter la propagation virale et d'améliorer l'immunité naturelle des animaux en favorisant leur bien-être. Réhabiliter les systèmes de polyculture-élevage basés sur une valorisation des services écosystémiques et des ressources renouvelables locales, ainsi que sur des pratiques propices au bien-être animal, et des régimes alimentaires en pâture permettent de renforcer la résilience des élevages.

Faire les recherches nécessaires à la compréhension de l'influence des pratiques d'élevage sur l'immunité Renforcer la robustesse des élevages grâce à une approche symbiotique et à une alimentation adaptée

Il apparaît également pertinent de réduire les transports des animaux en développant notamment des filières d'engraissement nationales.

9 INSTITUTIONNALISER L'APPROCHE "ONE HEALTH" (UNE SEULE SANTÉ) ET RENFORCER LA SANTÉ ANIMALE GRÂCE AU RENFORCEMENT DE LA BIODIVERSITÉ :

La gestion des crises doit impérativement combiner la santé animale, humaine et environnementale. Cela implique une collaboration étroite entre la recherche, les services publics, les vétérinaires et la société civile pour élaborer des solutions globales face aux risques zoonotiques et climatiques.

RENFORCER LE MAILLAGE VÉTÉRINAIRE EN MILIEU RURAL AU SERVICES DES ÉLEVEUR.EUSES :

10

la désertification vétérinaire, conjuguée à l'intensité des crises successives, met à mal l'indispensable résilience sanitaire des territoires ruraux face aux crises à venir. Il convient également de renforcer la confiance entre vétérinaires et éleveur.euses pour une amélioration continue des protocoles sanitaires.

11 PROPORTIONNER ET CIBLER LES MESURES SANITAIRES :

Le droit sanitaire se caractérise souvent par une certaine rigidité et un recours fréquent à des mesures systématiques, telles que l'abattage en cas de détection de certaines maladies.

Ces choix sont largement guidés par des considérations sanitaires et économiques, au détriment d'autres enjeux comme le bien-être animal, les conséquences morales pour les éleveurs ou l'acceptabilité sociale de ces mesures.

Tout en conservant un pilotage national avec pour boussole la préservation de l'intérêt général, il convient de donner aux autorités sanitaires locales une plus grande marge de manœuvre, afin qu'elles puissent, dans la mesure du possible, adapter leurs décisions aux contextes spécifiques, sur la base d'un contrôle de proportionnalité rigoureux pour la mise en oeuvre de mesures plus ciblées. La mise en quarantaine, et ses alternatives, doivent aussi être adaptées aux contraintes particulières des exploitations et aux réalités sanitaires locales..



RENFORCER LES MOYENS BUDGÉTAIRES CONSACRÉS À LA PRÉVENTION ET À LA GESTION DES CRISES SANITAIRES EN ÉLEVAGE

12

et investir dans la recherche sanitaire animale afin d'assurer une meilleure connaissance des maladies, de leur dépistage et de leur suivi.

13

RECONNAÎTRE LES RELATIONS QUI SE TISSENT ENTRE ÉLEVEUR.EUSES ET ANIMAUX ET LEUR DROIT À POURSUIVRE DES PRATIQUES D'ÉLEVAGE RESPECTUEUSES DES ANIMAUX, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONSOMMATEURS

Cette ambition passe par la garantie d'un revenu décent qui permette de faire face aux besoins essentiels, et par l'implication des éleveurs dans les décisions qui touchent à leurs animaux.

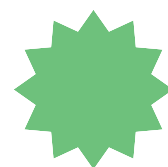
DÉVELOPPER LES PRATIQUES D'ABATTOIRS MOBILES À LA FERME, RESPECTUEUSES DES RELATIONS TISSÉES ENTRE LES ÉLEVEURS, LEURS ANIMAUX, ET DE LEUR BIEN-ÊTRE :

14

Ces pratiques limitent les transports, les concentrations d'animaux et donc le risque de propagation des épizooties.

15

MODIFIER LE SYSTÈME D'INDEMNISATION :



les indemnisations doivent également être ajustées aux différents types de structures et de modèles, notamment pour l'agriculture biologique. Un accompagnement psychologique des éleveurs doit aussi être prévu face aux situations éprouvantes qu'ils traversent.

GUILLAUME
GONTARD
SENATEUR DE L'ISERE



*Les épizooties ne sont plus des crises isolées,
elles se succèdent, se répètent et s'intensifient.
Elles ont des conséquences graves pour les
filières d'élevage et soulèvent des enjeux
sanitaires, économiques et sociaux majeurs.*

